

Veille santé Hongrie

Février 2025

Conférence sur les pharmacies

Les conclusions de la conférence de l'Association des pharmacies en réseau (HGYSZ) pour l'exercice 2024, et les attentes pour 2025, sont les suivantes :

- En 2024, le nombre de pharmacies a augmenté pour la première fois en six ans. Il a atteint plus de 2 900 officines en décembre, soit 28 de plus qu'un an auparavant.
Avec une analyse plus fine, on relève que le nombre de pharmacies publiques a diminué de sept. En revanche, le nombre de succursales de pharmacies a augmenté de 35 (+ 5 %), soit 647 à fin 2024. En pratique, cela signifie qu'environ 45 à 50 000 personnes ont accès à des produits pharmaceutiques dans des localités où cela n'était pas possible auparavant.
- L'un des développements positifs les plus importants de l'année écoulée a été l'entrée en vigueur de la loi qui a modifié le fonctionnement des pharmacies à succursales en mai 2024. Il a été constaté une amélioration immédiate et spectaculaire de l'approvisionnement en médicaments dans les villages.
- Malgré la surréglementation, le système d'approvisionnement pharmaceutique hongrois apparaît comme l'un des plus sûrs en Europe.
- Les chiffres d'affaires sont également encourageants, avec une croissance dans toutes les catégories de produits en 2024. Les produits de prescription ont enregistré une augmentation d'environ 9 %, les produits OTC (médicaments en vente libre) de 7 % et les autres produits de 6 %. Cependant, en termes de nombre de boîtes, le spectre est mitigé : si les produits de prescription ont connu une augmentation de 2 %, les produits OTC ont enregistré une diminution de 2 % alors que les autres produits stagnaient.
- Le nombre d'acheteurs est resté quasi inchangé depuis 2022, à environ 115,6 millions.
- Au cours des trois ou quatre dernières années, le prix pour une boîte de médicament a augmenté à un rythme inférieur au taux d'inflation général annuel publié par l'Office central des statistiques hongrois (KSH), tant pour les produits OTC que pour les autres catégories.
- Les prix des médicaments au détail suivent surtout les prix fixés par les grossistes pharmaceutiques. Si le fournisseur relève le prix, la pharmacie doit l'inclure d'office. Dans de nombreux cas, les pharmacies publiques enregistrent également des pertes sur les médicaments subventionnés. Cela s'explique par le fait qu'elles réalisent des marges inchangées sur ces produits depuis plus d'une décennie. La marge des pharmacies était de 8,2 % en 2023, elle est passée sous la barre des 8 % en 2024.
- Le budget prévu était de 500 Mds HUF en 2024, mais le montant réel de la subvention pour les produits subventionnés s'est élevé à 548 Mds HUF. Selon les calculs de HGYSZ, le budget est également sous-estimé cette année car les subventions réelles devraient dépasser les 534 Mds HUF budgétés en 2025.

Les incertitudes pèsent sur ce secteur :

- Restructuration du marché pharmaceutique par l'externalisation des pharmacies institutionnelles : les dispositions ont été publiées l'année dernière, mais la procédure de passation n'a pas été lancée et aucune information officielle n'a été donnée sur les projets. À fin 2024, une nouvelle forme de société de projet a été introduite : le « prestataire de services intermédiaire ». L'objectif de cette nouvelle entité n'est pas non plus connu, mais il est probable qu'est visée la partie des pharmacies institutionnelles qui desservent le grand public. A priori, les pharmacies communautaires pourraient être assez largement défavorisées dans la mesure où les pharmacies institutionnelles bénéficient d'un avantage concurrentiel important en termes de réglementation.

- Mise en place des centres pharmaceutiques personnalisés, principalement dans les zones les moins développées. Selon le projet, cette nouvelle entité n'offrira que les médicaments nécessaires au traitement des maladies chroniques. Cependant certains analystes observent que la mise en place de ce système pourrait défavoriser les officines proches des municipalités concernées, et se traduire par une perte significative de chiffre d'affaires.
- Fondation *Batthyány-Strattmann* : la valeur ajoutée de cette fondation n'est pas claire, pas plus que la manière dont elle sera liée au système pharmaceutique. En outre, il n'existe aucune garantie que la prise de décision soit indépendante et impartiale pour les subventions allouées à titre individuel.
- Distributeurs automatiques : la possibilité d'introduire des distributeurs automatiques est ponctuellement évoquée. Selon HGYSZ, ce service ne pourra pas remplacer les pharmacies.
- Projet pilote dans le comté de Borsod-Abaúj-Zemplén : le programme, initié par la Chambre hongroise des pharmaciens (MGYK), vise également à améliorer l'approvisionnement en médicaments dans les zones sous-développées, mais aucune information officielle et détaillée sur le fonctionnement du système n'a été rendue publique. Les informations partagées suggèrent juste que « le projet a été couronné de succès et que l'objectif est de l'étendre à l'ensemble du pays ».

Les analystes semblent considérer que les projets mentionnés auraient pour conséquence d'affaiblir la position des pharmacies, et donc le système de soins pharmaceutiques et de soins aux patients, que ce soit en termes de durabilité, de professionnalisme et de reconnaissance. Les pharmacies les plus vulnérables sur le plan économique - les petites pharmacies – sont celles qui devraient ressentir le plus fortement les effets négatifs. La nécessité de réformer en profondeur la tarification des médicaments subventionnés, de revoir le système de garde des pharmacies pour l'aligner sur le nouveau système de garde des médecins et d'élaborer une législation sur la distribution en ligne des médicaments est une question qui se pose depuis longtemps en Hongrie. Selon la HGYSZ, tous ces domaines ont un impact significatif sur le fonctionnement et la maintenance des pharmacies, y compris sur la qualité de l'approvisionnement en médicaments.

Pénurie de personnel dans les pharmacies

Le secteur de la vente au détail de produits pharmaceutiques est confronté à un défi de taille en termes de pénurie de personnel. Selon une enquête menée par la HGYSZ, 39 % des pharmacies ont connu une pénurie de personnel au cours de l'année écoulée et, dans 40 % des cas, ce problème n'a pas été résolu. En outre, 12 % des pharmacies sont confrontées à une charge financière importante pour faire face à cette difficulté.

Au plan national, il existe des variations significatives pour les salaires disponibles dans les pharmacies, tant pour les pharmaciens, les spécialistes ou les assistants. Les flux du personnel tendent à se diriger vers les centres des comtés et la capitale, où le potentiel de rémunération est généralement beaucoup plus élevé.

HGYSZ, a également rapporté que le système actuel de formation professionnelle (assistant spécialisé, assistant) doit être amélioré dans plusieurs domaines. La durée de la formation des assistants est trop longue au regard des exigences actuelles. Selon les experts, un système éducatif plus rapide et plus efficace, mieux adapté aux besoins des jeunes et au rythme du monde moderne est nécessaire.

Un autre problème vient du fait que les drogueries, les hypermarchés et les boutiques en ligne bénéficient d'un avantage concurrentiel, et peuvent vendre les mêmes produits moins chers que les pharmacies. Il serait donc utile d'envisager une réforme afin que les pharmacies puissent bénéficier d'une égalité de traitement pour la vente de ces produits.

Campagne nationale de la Chambre des médecins

Le Président de la Chambre, Álmos Péter, a déclaré lors de la conférence de presse du 5 février qu'il n'y a pas eu de réforme significative dans le secteur de la santé depuis trois décennies et que l'État ne fournissait pas les ressources nécessaires afin d'assurer un fonctionnement correct du système.

Jusqu'à présent, les agents du secteur ont porté le domaine de la santé à bout de bras, mais un déficit de dizaines de milliards de forints ne peut être compensé par le seul professionnalisme des agents du secteur. Le même Álmos Péter a ajouté que l'objectif de la campagne, indépendamment de toutes considérations politiques, était d'obtenir des fonds supplémentaires pour les soins de santé dans les domaines les plus critiques qui avaient pu être identifiés.

Dans sa campagne de sensibilisation, le Président a attiré l'attention sur les problèmes suivants :

- L'État dépense 2500 Mds HUF de moins que nécessaire pour les soins de santé. Au total, les patients hongrois n'ont donc pas accès à la même qualité de soins que les Européens de l'Ouest, ou même que les pays du V4. En général, les pays de l'UE consacrent en moyenne 8 % de leur PIB à la santé, contre moins de 5 % en Hongrie. La dépense moyenne par patient en Europe est de 3 319 EUR par an, alors qu'elle n'est que de 1 352 EUR en Hongrie.
- En termes réels, les dépenses dans le secteur de la santé n'ont cessé de diminuer ces dernières années, à l'exception d'une brève augmentation pendant l'épidémie de COVID.
- Chaque année, 60 000 patients pourraient être sauvés si les soins étaient mieux organisés. Ce chiffre est trois fois supérieur à la moyenne de l'UE.
- La liste d'attente moyenne dans les hôpitaux est de 482 jours.
- Les hôpitaux sont obsolètes, les conditions de travail et les perspectives d'avenir apparaissent très médiocres.

Il a également « choqué » le public avec les chiffres suivants :

- 20 % de la population âgée de plus de 60 ans n'a pas de dents ;
- Les taux de suicide ont baissé jusqu'en 2019, mais stagnent depuis ;
- La Hongrie a le pire taux de mortalité de cancer de l'UE ;
- Le nombre de personnes qui participe à des campagnes de dépistages est continuellement en baisse.

Selon la Chambre, une amélioration des soins nécessiterait, entre autres, que la politique donne la priorité à la santé et que le gouvernement augmente les dépenses de santé de 0,5% du PIB par an.

La Chambre des médecins a organisé une manifestation le 8 mars 2025 dans le cadre de sa campagne nationale intitulée « La santé des Hongrois mérite plus ».

Pénurie de personnel dans les hôpitaux, et les dettes

Le secteur manque d'au moins 30 000 professionnels dans les domaines de la santé et des soins, ce qui provoque l'épuisement professionnel des employés qui cumulent gardes de 12 heures et heures supplémentaires. Des enquêtes professionnelles montrent que 70 % des infirmières sont épuisées et que la moitié d'entre elles sont déprimées. Les augmentations salariales de ces dernières années n'ont pas donné les résultats espérés car les jeunes ne sont plus attirés par ce métier et l'âge moyen des infirmières reste élevé. Avant les réformes, les infirmières ont été recrutées dans les services de santé publique au salaire minimum. Leur situation s'est quelque peu améliorée, avec des salaires passés au-dessus du minimum et des suppléments liés aux indemnités d'après-midi et de nuit.

Selon les statistiques, avant les augmentations de salaire des médecins de ces dernières années, le salaire moyen des infirmières représentait 47 % du salaire moyen des médecins, alors qu'aujourd'hui il n'est plus que de 30 %. Avec cet écart salarial, la Hongrie se trouve parmi les derniers pays du classement de l'UE car la moyenne européenne se situe autour de 50-60 %.

A cause de la pénurie du personnel, les employés ne peuvent pas prendre leurs congés de base pendant l'année en cours, de sorte que les infirmières accumulent des années de congés bloqués.

Selon des enquêtes menées par la MESZK (Chambre hongroise des professionnels de la santé et des soins), près de 70 % des infirmières déclarent se sentir épuisées et la moitié d'entre elles se considèrent comme déprimées. Ces sensations se reflètent dans le comportement du personnel, qui est en partie la manière dont les patients évaluent le service de santé.



Selon la Chambre, à cause du sous-financement du secteur, les hôpitaux sont aujourd'hui accablés d'une dette croissante, et il est impossible de moderniser les équipements ou de remplacer ceux qui sont usés.

Le montant reçu par patient pour un soin hospitalier est resté pratiquement inchangé au cours des 8 à 9 dernières années, et ce malgré l'augmentation considérable du prix de l'énergie, des médicaments et de la nourriture.